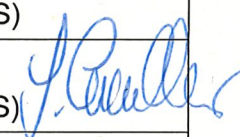




INFORMATION EXTERNE

Directive en cas de fermeture d'un établissement médico-social (EMS)	
Version	EMS 003 – V2 abroge et remplace les précédentes directives concernant cet objet
Objectif :	Tâches afférentes au processus de fermeture d'un EMS
Domaine :	EMS - Retrait de l'autorisation d'exploitation
Documents de référence :	<ul style="list-style-type: none">- Loi sur la gestion des établissements pour personnes âgées (LGEPA) - J 7 20.- Règlement d'application de la loi sur la gestion des établissements pour personnes âgées (RGEPA) - J 7 20.01.
Champ d'application :	<ul style="list-style-type: none">- Etablissements médico-sociaux (EMS).- Direction générale de la santé (DGS)- Groupe risque pour l'état de santé et inspectorat (GRESI)- Service du contrôle interne (SCI)- Service des prestations complémentaires (SPC).
Mots clés :	Fermeture / EMS
Responsables de la mise en œuvre :	Direction générale de la santé (DGS)
Rédacteur	Laurent Mauler, chef de secteur EMS Service de la planification et du réseau de soins (SPRS)
Approbateur :	Sabrina Cavallero, directrice Service de la planification et du réseau de soins (SPRS) 
Date d'approbation :	01.06.2018
Date d'entrée en vigueur :	01.06.2018

SOMMAIRE DE LA DIRECTIVE

1. CONTEXTE ET OBJECTIF.....	3
2. CESSATION D'ACTIVITÉ DÉCIDÉE PAR L'EXPLOITANT.....	3
2.1. RÉFÉRENCES LÉGALES.....	3
2.2. PROCESSUS DE LA CESSATION D'ACTIVITÉ DÉCIDÉE PAR L'EXPLOITANT	4
3. CESSATION D'ACTIVITÉ DÉCIDÉE PAR L'AUTORITÉ DE SURVEILLANCE.....	6
3.1. RÉFÉRENCES LÉGALES.....	6
3.2. PROCESSUS DE LA CESSATION D'ACTIVITÉ DÉCIDÉE PAR L'AUTORITÉ DE SURVEILLANCE	6

1. CONTEXTE ET OBJECTIF

Les présentes dispositions définissent le processus des modalités de fermeture d'un établissement médico-social (EMS) dont la cessation d'activité a été décidée par :

- a) l'exploitant;
- b) l'autorité de surveillance suite au non-respect des conditions d'octroi de l'autorisation d'exploitation au sens de la loi sur la gestion des établissements pour personnes âgées (LGEPA ; J 7 20), du 4 décembre 2009 ou au non-respect d'autres exigences légales.

Une cessation d'activité en raison d'une force majeure fait l'objet d'une procédure individuelle mise en place par l'autorité de surveillance avec les conseils de fondation ou d'administration et la direction de l'EMS.

2. CESSATION D'ACTIVITÉ DÉCIDÉE PAR L'EXPLOITANT

2.1. Références légales

Loi sur la gestion des établissements pour personnes âgées (LGEPA ; J 7 20) du 4 décembre 2009

Art. 10 Fermeture

¹ La fermeture, provisoire ou définitive, d'un établissement décidée par l'exploitant doit être annoncée préalablement au département.

² Elle entraîne la caducité de l'autorisation d'exploitation et fait l'objet d'une décision.

³ Le département veille à ce que le détenteur de l'autorisation d'exploitation et les autres parties concernées prennent toutes les mesures utiles à l'accueil des résidents dans d'autres établissements.

Règlement d'application de la loi sur la gestion des établissements pour personnes âgées (RGEPA ; J 7 20.01) du 16 mars 2010

Art. 15 Fermeture

¹ La fermeture provisoire ou définitive d'un établissement, décidée par le titulaire de l'autorisation, doit être annoncée par écrit à la direction générale de la santé avec un préavis de 6 mois pour la fin d'un mois.

² Une directive fixe :

a) les actions à mener pour transmettre les informations aux résidents et à leurs familles ainsi que les informations et les démarches légales concernant le personnel;

b) la mise en place, si nécessaire, d'un groupe d'accompagnement;

c) les mesures prévues à l'article 10, alinéa 3, de la loi;

d) les modalités de contrôle des démarches de l'établissement par la direction générale de la santé, en application de la loi sur la santé, du 7 avril 2006 ⁽³⁾.

³ Le retrait de l'autorisation d'exploitation fait l'objet d'une décision du département.

2.2. Processus de la cessation d'activité décidée par l'exploitant

Tâches		
1	EMS	annonce la cessation d'activité par courrier recommandé à la DGS avec un préavis de 6 mois et résilie le contrat de prestations
2	DGS	accuse réception de la cession d'activité et convoque les instances dirigeantes de l'EMS pour arrêter un planning de fermeture et la constituer éventuellement un groupe d'accompagnement
3	EMS	règle les démarches concernant l'infrastructure (dénonciation du bail à loyer, des contrats fournisseurs, etc.) et l'exploitation
4	EMS	annonce par écrit la fermeture aux résidents et au personnel, communique le calendrier arrêté avec la DGS et désigne un responsable du transfert
5	EMS	informe de sa fermeture tous les EMS du secteur, les organisations faitières, le SPC ainsi que les associations actives dans le domaine des personnes âgées
6	EMS	informe par écrit son personnel des conséquences de la fermeture et propose des mesures de reclassement dans un autre EMS du secteur. A défaut, met en œuvre une procédure de licenciement collectif en raison de la cessation d'activité, selon les instructions de l'Office cantonal de l'emploi
7	EMS	recherche des places pour l'accueil de ses résidents en collaboration des autres EMS du secteur, des associations faitières et des représentants légaux
8	EMS	confirme par écrit aux résidents ou à leurs représentants légaux la place qui leur est réservée dans un nouvel EMS et les conséquences financières (prix de pension)
9	EMS	communique au SPC les coordonnées des résidents bénéficiaires de prestations complémentaires qui acceptent leur transfert vers un autre EMS
10	EMS	communique au SPC les coordonnées des résidents qui acceptent leur transfert vers un autre EMS et qui devraient recourir aux PC du fait du nouveau prix de pension
11	DGS	examine les conséquences financières de la fermeture en lien avec le contrat de prestations, les directives sectorielles et départementales ainsi qu'avec les statuts de l'EMS. Les charges afférentes à la fermeture sont assumées par l'exploitant

12	EMS	gère les questions pratiques liées au transfert du personnel et des résidents vers un nouvel EMS (visites, inventaire et déménagement des biens du résident, mise à jour et transfert des dossiers administratifs et médicaux, etc.)
13	EMS	organise avec le propriétaire les opérations pratiques de fin d'exploitation
14	GRESI	le Groupe risque pour l'état de santé et inspectorat (GRESI) s'assure du bon déroulement des étapes inhérentes à la prise en charge des résidents, notamment : a) l'adéquation du placement envisagé, b) le suivi du dossier relatif aux soins.
15	DGS	adresse un arrêté de fin d'exploitation à l'EMS après avoir tenu compte notamment des modalités (financières ou autres) en lien avec la cessation d'activité (point 11 ci-dessus)

3. CESSATION D'ACTIVITE DÉCIDÉE PAR L'AUTORITÉ DE SURVEILLANCE

3.1. Références légales

Loi sur la gestion des établissements pour personnes âgées (LGEPA ; J 7 20) du 4 décembre 2009

Art. 9 Retrait

¹ *L'autorisation d'exploitation peut être suspendue, retirée ou modifiée par le département pour des motifs d'intérêt public, en particulier lorsque les conditions d'octroi ou les obligations de l'établissement ne sont plus respectées.*

² *Le département veille à ce que l'accueil des résidents soit garanti dans d'autres établissements.*

Règlement d'application de la loi sur la gestion des établissements pour personnes âgées (RGEPA ; J 7 20.01) du 16 mars 2010

Art. 14 Retrait de l'autorisation

¹ *L'autorisation d'exploitation peut être retirée à l'établissement par le conseiller d'Etat chargé du département en application des motifs définis à l'article 9, alinéa 1, de la loi.*

² *La décision est publiée dans la Feuille d'avis officielle.*

3.2 Processus de la cessation d'activité décidée par l'autorité de surveillance

Au préalable des tâches 3 à 15 du chiffre 2.2 ci-dessus, la direction générale de la santé transmet à l'établissement médico-social, conformément à l'art. 38 al. 1 de la loi sur la gestion des établissements pour personnes âgées (LGEPA ; J 7 20), du 4 décembre 2009, une décision écrite et motivée du retrait de l'autorisation d'exploitation et de fermeture qui précise les voies de recours.

Si nécessaire, la DGS prend des mesures d'urgence pour assurer la sécurité et la préservation de l'intégrité des résidents et/ou du personnel.